

GE_GERICHTE DCSO/352/2021 vom 16. September 2021

GE Cour de justice, 2021-09-16, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DCSO_352_2021

FR: GE_GERICHTE DCSO/352/2021 du 16 septembre 2021

IT: GE_GERICHTE DCSO/352/2021 del 16 settembre 2021

Volltext

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE A/2900/2021-CS DCSO/352/21
DECISION DE LA COUR DE JUSTICE Chambre de surveillance des Offices des
poursuites et faillites DU JEUDI 16 SEPTEMBRE 2021

Plainte 17 LP (A/2900/2021-CS) formée en date du 27 août 2021 par A_____.

* * * * *

Décision communiquée par courrier A à l'Office concerné et par pli recommandé du greffier
du _____

à : - A_____ - Office cantonal des poursuites.

- 2/4 -

A/2900/2021-CS Attendu EN FAIT que par acte du 27 août 2021 adressé à la Chambre de
céans, A_____ a porté plainte à l'encontre de la poursuite n° 1_____, engagée par
B_____ [compagnie d'assurances] contre C_____; Que A_____, qui sollicite l'octroi de
l'effet suspensif, conclut à ce que la poursuite soit mise "à son nom", B_____ ayant requis
à tort la poursuite de C_____; Que des observations n'ont pas été requises. Considérant,
EN DROIT, que la voie de la plainte à l'autorité de surveillance, soit à Genève la Chambre
de surveillance, est ouverte pour contester les décisions et mesures de l'Office qui ne
peuvent être attaquées par la voie judiciaire (art. 13 et 17 LP; art. 125 et 126 al. 2 let. c LOJ
; art. 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP); Que la plainte doit être déposée, sous forme écrite et
motivée (art. 9 al. 1 et 2 LaLP; art. 65 al. 1 et 2 LPA, applicable par renvoi de l'art. 9 al. 4
LaLP), dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al.
2 LP); Que la qualité pour porter plainte selon l'art. 17 LP - condition de recevabilité devant
être examinée d'office (GILLIERON, Commentaire LP, n. 140 ad art. 17 LP) - est reconnue
à toute personne lésée ou exposée à l'être dans ses intérêts juridiquement protégés, ou à tout
le moins atteinte dans ses intérêts de fait, par une mesure ou une omission d'un organe de la
poursuite (ATF 138 III 219 consid. 2.3; 129 III 595 consid. 3, JT 2004 II 96; 120 III 42
consid. 3); Qu'un intérêt est digne de protection s'il est direct, c'est-à-dire s'il a une relation
suffisamment directe, étroite et spéciale avec l'objet de la contestation. Que la Chambre de
surveillance peut, sans instruction préalable et par une décision sommairement motivée,
écarter une plainte manifestement irrecevable (art. 72 LPA, applicable par renvoi de l'art. 9
al. 4 LALP); Qu'il n'appartient ni aux offices des poursuites ni aux autorités de surveillance
de décider si une prétention est exigée à bon droit ou non; qu'en effet, l'examen du
bien-fondé de la prétention faisant l'objet de la poursuite relève exclusivement de la
compétence du juge ordinaire (ATF 113 III 2 consid. 2b; arrêt du Tribunal fédéral
5A_76/2013 du 15 mars 2013 consid. 3.1); Qu'en l'espèce la plainte déposée le 27 août

2021 est manifestement irrecevable; Qu'en effet le plaignant n'est pas visé par la poursuite querellée, dirigée exclusivement contre C_____, de sorte qu'il n'a aucun intérêt digne de protection à contester le commandement de payer;

- 3/4 -

A/2900/2021-CS Que le plaignant ne fait du reste valoir aucun grief à l'encontre de l'Office; que l'argument qu'il invoque, selon lequel il serait lui-même débiteur de la prétention réclamée par la poursuivante, concerne le fond de la créance en poursuite, de telle sorte qu'il échappe à la compétence de la Chambre de céans; Que la plainte sera ainsi déclarée irrecevable, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une instruction préalable; Que la présente décision rend la demande d'effet suspensif sans objet; Qu'il n'y a pas lieu à la perception d'un émolument ni à l'octroi de dépens (art. 20a al. 1 ch. 5 LP et 61 al. 2 let. a et 62 OELP). * * * * *

- 4/4 -

A/2900/2021-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance :

Déclare irrecevable la plainte formée le 27 août 2021 par A_____ dans la poursuite n° 1_____. Siégeant : Madame Verena PEDRAZZINI RIZZI, présidente; Madame Natalie OPPATJA et Monsieur Anthony HUGUENIN, juges assesseurs; Madame Véronique AMAUDRY- PISCETTA, greffière.

La présidente :

La greffière :

Verena PEDRAZZINI RIZZI Véronique AMAUDRY-PISCETTA

Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.